

**Nations unies - La situation des
personnes handicapées dans les
conflits armés - Intervention de la
représentante permanente adjointe
de la France auprès des Nations
unies - Réunion du Conseil de
sécurité en format Arria**
(New York, 03 décembre 2018)

Je tiens à remercier chaleureusement la Pologne, l'Allemagne, la Côte d'Ivoire, le Pérou et le Koweït d'avoir organisé cette Arria sur ce sujet malheureusement négligé. Je souhaite également remercier les différents intervenants pour leurs remarques éclairantes, et saluer l'action de la rapporteuse spéciale sur les droits des personnes en situation de handicap, ainsi que de l'UNICEF et du BCAH.

Je commencerais par prendre note des recommandations qui ont été faites par l'Alliance internationale sur le handicap, et celles également qui ont été exprimées par la Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes en situation de handicap.

Les personnes en situation de handicap représentent environ 15% de la population mondiale. Certaines sont des célébrités internationales, mais on oublie trop souvent la majorité silencieuse, qui doit affronter des difficultés quotidiennes considérables dans la vie ordinaire. Que dire alors de leur situation et de leur condition dans les conflits armés ? Elles y sont évidemment dans des situations particulièrement vulnérables et, force est de le souligner, elles subissent un impact comparativement bien plus grand. Nous sommes tous d'accord ici aujourd'hui pour dire qu'il est absolument crucial que nous en tenions davantage compte en tant que Conseil lorsque nous traitons une situation de conflit, lorsque nous rédigeons des mandats, mais également au niveau du Secrétariat et des agences lors de la mise en oeuvre de ces mandats.

Je crois que pour progresser vers cet objectif commun, il est important de se mobiliser autour de 4 priorités : i) la protection des personnes en situation de handicap, ii) leur inclusion, iii) la réponse à leurs besoins et iv) la prévention.

1. Première priorité : la protection des personnes en situation de handicap.

Cela a été souligné avant moi, la protection des personnes en situation de handicap devrait être une évidence. Ce Conseil n'a eu de cesse de le répéter et le souligner, la protection des civils doit être une priorité absolue pour l'ensemble des parties prenantes aux conflits. Toutes doivent respecter leurs obligations telles qu'elles résultent du droit international humanitaire. Dans les guerres d'aujourd'hui malheureusement, les violations flagrantes de ce droit ont pris une ampleur inégalée qui heurte durement les consciences et qui doit nous intimer à l'action, pour

ne pas s'y résigner. Dans la poursuite de cet objectif, la lutte contre l'impunité est indispensable : les auteurs doivent savoir qu'ils devront répondre de leurs actes devant la justice. C'est évidemment indispensable pour dissuader la reproduction de telles violations.

Conformément à l'article 11 de la Convention relative aux droits des personnes en situation de handicap, convention qui a été citée à plusieurs reprises, nous devons tout faire pour "assurer la protection et la sûreté des personnes handicapées dans les situations de risque, y compris les conflits armés, les crises humanitaires et les catastrophes naturelles". La France appelle à l'universalisation de cette Convention et à sa pleine mise en oeuvre.

2. Deuxième priorité, qui a également été soulignée avant moi, notamment par le représentant des Etats-Unis, c'est l'inclusion des personnes en situation de handicap dans la réponse humanitaire

Il est indispensable d'inclure les personnes en situation de handicap à toutes les étapes depuis l'évaluation des besoins jusqu'à la mise en oeuvre de la réponse humanitaire. La consultation et la participation des personnes en situation de handicap aux processus décisionnels sont essentielles et nous devons collectivement accroître nos efforts en ce sens.

À cet égard, la France appelle l'ensemble des Etats à signer la Charte pour l'inclusion des personnes en situation de handicap dans l'action humanitaire, et à soutenir son application. Nous appuyons par ailleurs pleinement les travaux en cours menés par le Comité inter-agences (Inter-Agency Standing Committee), dont il a été également question, en vue de l'élaboration de lignes directrices sur l'inclusion des personnes en situation de handicap dans l'action humanitaire.

3. Troisième priorité, et elle est essentielle : la réponse aux besoins des personnes en situation de handicap

Nous devons tout faire pour apporter une réponse humanitaire qui reconnaisse les droits et réponde aux besoins des personnes en situation de handicap, en particulier les enfants. Pour citer un exemple, ceux-ci représentent en Syrie près de la moitié des personnes handicapées ou mutilées par les violences. Je garde par ailleurs à jamais inscrite dans ma mémoire la souffrance et la tristesse de ces fillettes et toutes jeunes filles Rohingyas rencontrées dans le camp de Kutupalong au printemps dernier, lors de la visite du Conseil de sécurité, qui ont perdu l'usage de leurs jambes suite aux violences subies en Birmanie.

La France tient pleinement compte de cette priorité dans les actions qu'elle mène à titre national, en particulier en finançant des projets spécifiques au bénéfice des personnes en situation de handicap, je pense notamment au cas de la Libye.

Ceci a été souligné avant moi également, il serait particulièrement utile que le Conseil de sécurité puisse disposer de données spécifiques désagrégées sur la situation des personnes en situation de handicap dans les rapports du Secrétaire général des Nations unies sur les crises qui sont à l'agenda du Conseil, et cette recommandation vaut aussi pour les situations qui sont

évaluées la Commission de consolidation de la paix. Je note également les remarques de la rapporteuse spéciale sur le manque de formation adéquate des casques bleus et des travailleurs humanitaires et l'insuffisance des mécanismes de reddition de comptes et de responsabilisation au sein du système onusien.

4. La quatrième priorité est la prévention

Notre réponse doit aussi s'inscrire dans une logique préventive. Je tiens à cet égard à souligner l'importance de poursuivre les efforts de déminage, en particulier s'agissant de la Syrie à Raqqa et de sa région. Nous devons tout faire pour éviter que les mines antipersonnel et les engins explosifs improvisés continuent à faire, chaque jour, de nouvelles victimes. Il est également indispensable de sensibiliser les populations dans les zones de conflit aux dangers de ces armes, qui tuent sans faire de distinction, et d'apporter de l'aide aux victimes. Nous saluons, à cet égard, l'action menée par Handicap International, en particulier en Syrie et en Irak.

Enfin, pour conclure, je souhaiterais poser deux questions aux intervenants, ciblées sur les enfants en situation de handicap : i) Comment mieux permettre la prise en charge des enfants après qu'ils aient été les victimes de blessures physiques ou mentales très graves ? Comment assurer en particulier leur scolarisation ? ii) Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et les agences pourraient-elles mettre en place un instrument de recueil systématique des données concernant ces enfants en situation de handicap dans les conflits ?

Je terminerai par réaffirmer l'engagement déterminé de la France pour faire de l'inclusion une réalité pour toutes les personnes en situation de handicap vivant dans un contexte de crise et pour mettre ces personnes au coeur de la réponse humanitaire. Enfin, je m'associe à la déclaration qui sera faite tout à l'heure par la délégation de l'Union européenne. Je vous remercie./.